

Jean-Pierre Gorges : “J’ai fait la démonstration à Chartres que l’on peut investir et maîtriser la dette tout en baissant la fiscalité, cette formule peut sauver la France”



Le député-maire de la ville de Chartres, Jean-Pierre Gorges, est candidat à l'élection présidentielle. Issu de la société civile, il revient dans cet entretien sur les politiques qu'il a menées à Chartres et qu'il compte appliquer à l'échelle nationale s'il est élu. L'occasion également d'évoquer l'attrait que pourrait exercer sa candidature auprès d'électeurs qui se tournent de plus en plus vers les extrêmes.

Avec Jean-Pierre
Gorges

Atlantico : Quel bilan dressez-vous de votre action en tant que député-maire de la ville de Chartres ? En quoi jugez-vous votre expérience suffisante pour prétendre à la plus haute fonction de l'Etat ?

Jean-Pierre Gorges : Le parallélisme de situation entre ce qu'étaient la ville de Chartres et son agglomération il y a 15 ans et la France est intéressant.

Quand j'ai été élu maire, Chartres avait une dette très importante et il fallait de nombreuses années d'autofinancement brut pour la payer. La ville n'investissait plus et la fiscalité était très élevée. En 15 ans, Chartres s'est très largement développée : les équipements publics ont été améliorés et augmentés, des emplois ont été créés. Par ailleurs, la dette est maîtrisée – elle correspond à huit années d'autofinancement brut –, les investissements sont conséquents - Chartres est certainement la ville qui investit le plus par habitant -, et depuis 15 ans la fiscalité a baissé.

J'ai fait la démonstration à Chartres que l'on peut investir, maîtriser la dette et en même temps baisser la fiscalité. A ce titre et au vu de la qualité de la vie dans la ville de Chartres aujourd'hui, je prétends que ce modèle, sur de nombreux points, peut être applicable à la France.

Pensez-vous que les méthodes qui ont fait leurs preuves à Chartres puissent s'appliquer à la France et produire les mêmes effets ?

Il faut remettre la France dans une philosophie d'investissement et arrêter de financer à crédit le fonctionnement du pays, donc oui, la formule de Chartres peut sauver la France. Si on continue en France d'avoir 70 milliards structurels de déficit qui viennent grossir la dette chaque année, dans dix ans le pays sera dans une situation catastrophique.

Quelles sont les politiques que vous avez menées à Chartres et qui selon vous fonctionneraient au niveau national ?

Tout d'abord, il me semble que sur le logement, Chartres peut être un très bon exemple au niveau national. A Chartres, nous avons

répondu à des questions centrales en matière de logement : comment créer de la mixité sociale, comment construire du logement social, comment transformer l'urbanisation d'une ville en s'appuyant uniquement sur les acteurs locaux et sans occasionner de coûts pour l'Etat.

A Chartres, nous avons transformé les quartiers, détruit les structures communautaristes, car le communautarisme dans une ville crée soit de la délinquance, soit un repli des populations sur leur religion. A Chartres, nous avons remis la République dans tous les quartiers.

Outre le logement, sur de nombreux points, tels que l'organisation d'un territoire de santé ou le développement économique, qui sont les problèmes de la France aujourd'hui, il me semble que Chartres a pris de l'avance en termes de réflexion.

Par rapport aux autres candidats issus de la société civile, en quoi votre projet est-il différent ? Quel est le sens de votre démarche présidentielle ?

Je n'ai vu aucun candidat de la société civile proposer un projet aussi abouti que le mien. J'ai écrit un livre-projet *La France c'est vous* ! qui servira de base à mon programme présidentiel. Je suis le seul à avoir eu une telle démarche.

L'autre avantage de mon profil est que je viens de la société civile : j'y ai passé 25 ans et cela fait 15 ans que je suis maire et député. Je pense avoir un parcours sans équivalence.

Vous avez lancé un mouvement, *La France, c'est vous*, pour enclencher une dynamique autour de votre candidature. Quelles sont vos chances de réussite sans le soutien du parti LR ?

Je ne suis pas membre du parti Les Républicains. Je suis un député rattaché au groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale. Mais je ne donne d'argent à aucun parti.

Aujourd'hui, 78% des Français disent qu'ils en ont assez de ce système politique très jacobin, très parisien. Ils veulent une autre offre. Le problème est que l'offre qui séduit n'est plus celle de l'alternance mais de l'alternative. En effet, cela fait 40 ans que nous sommes dans le jeu de l'alternance et le risque est qu'en 2017 il y ait une alternative vers le Front national. On donne M. Mélenchon à 12-13 % et le FN à 30%. On se rapproche donc des 50% détenus par des figures qui proposent une alternative aux extrêmes.

Je pense incarner une autre alternative, une trajectoire différente qui s'appuie sur la société civile et notamment ses élus locaux, qui au quotidien font marcher le pays.

Pour vous présenter à la présidentielle, vous devez réunir 500 signatures d'élus. Pensez-vous en être capable sans appareil de parti derrière vous ? Qui vous soutient aujourd'hui ?

La première étape consiste à vérifier comment mon projet est perçu par mon conseil municipal, comment cela est perçu dans l'agglomération, puis dans le département.

Au niveau des élus locaux, si quelques-uns ne me soutiennent pas en raison de leur appartenance à des partis, d'autres, qui sont également dans des partis, ont un regard très positif sur ma démarche.

Je vais commencer par "faire le plein" dans mon département, c'est-à-dire obtenir 50 signatures dans mon département. Je suis en contact avec d'autres départements en France et un certain nombre de partis citoyens me proposent de m'aider pour aller chercher ces signatures.

Aujourd'hui les élus locaux n'ont pas envie de se marquer soit à droite soit à gauche. La primaire de la droite et du centre fait beaucoup de dégâts puisqu'on demande à des élus locaux de dire "*je soutiens Juppé*", "*je soutiens Sarkozy*", "*je soutiens Fillon*" : dans leur propre famille politique, ils sont forcés de prendre position, ce qui est très coûteux pour eux.

"Avec moi, vous n'êtes pas certains du résultat, avec les autres, vous êtes certains que ça ne marche pas. Dans le doute, essayez-moi !" C'est avec ce slogan que vous avez gagné Chartres. Quelle sera votre formule pour séduire la France ?

Ce qui a fait la force de la France, c'est son système centralisateur, jacobin. Dans le cadre de la mondialisation, ce système-là ne peut pas résister. Pour que l'Etat reste une nation, il faut absolument faire une décentralisation importante. Je suis le seul candidat à proposer une organisation différente, qui n'est pas une organisation jacobine mais girondine qui s'appuie sur les régions, les intercommunalités, la société civile et les élus locaux.

Je pourrais synthétiser cela dans une formule telle que "*Un Etat protecteur est garant des libertés individuelles. Aujourd'hui, l'Etat n'est pas protecteur et il confisque les libertés individuelles*".